

DIAGNOSTIC TERRITORIAL

2016

AQUITAINE

LIMOUSIN

POITOU-CHARENTES

ANALYSE DU
MARCHÉ DU
TRAVAIL ET DE
L'EMPLOI



pôle emploi

ÉDITO



Le diagnostic territorial est une véritable analyse du territoire qui présente, de façon synthétique selon les missions et priorités stratégiques de Pôle emploi, les spécificités régionales, les forces, les faiblesses et les potentialités de nos territoires.

Quel sera l'environnement socio-économique de Pôle emploi en 2016 ? Dans quel contexte vont s'inscrire nos actions ? Comment faire de l'attractivité de nos départements un levier pour l'emploi ? Comment appréhender la disparité des secteurs d'activité de nos territoires ?

Le diagnostic territorial revient sur ces différentes thématiques et apporte à l'ensemble des collaborateurs de Pôle emploi Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, à nos partenaires, un éclairage sur nos choix stratégiques et nos priorités d'actions en complément des diagnostics locaux.

Il s'inscrit dans la continuité des diagnostics territoriaux précédents et place au cœur de nos actions le retour à l'emploi et la satisfaction des demandeurs d'emploi et des entreprises.

Je vous en souhaite une bonne lecture.

Frédéric Toubéau
Directeur Régional
Pôle emploi ALPC

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping 'F' followed by a horizontal line and a small dot.

SOMMAIRE

7	LE TERRITOIRE
11	LA DÉMOGRAPHIE
15	L'EMPLOI
23	LE MARCHÉ DU TRAVAIL
31	LES SPÉCIFICITÉS DES TERRITOIRES

LE TERRITOIRE

SOURCES :

- INSEE
- PÔLE EMPLOI
- FRANCE TRÈS HAUT DÉBIT

LA PLUS GRANDE RÉGION DE FRANCE

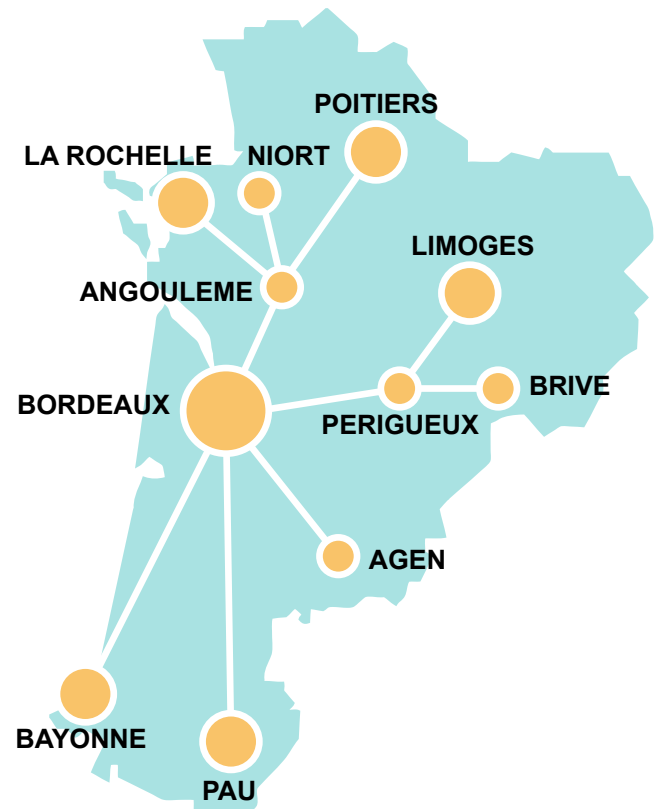
Territoire varié allant de la façade atlantique aux Pyrénées en passant par les vallées et les hauts plateaux, marqué par une hyper ruralité.

84 000 km²
de superficie

1^{ère} région
par la taille

15%
du territoire
métropolitain

720 km de littoral :
2^{ème} région de France



12 départements



4 500 communes dont
84% de communes rurales



1 métropole de plus de
730 000 habitants



82 quartiers prioritaires
de la politique de la ville

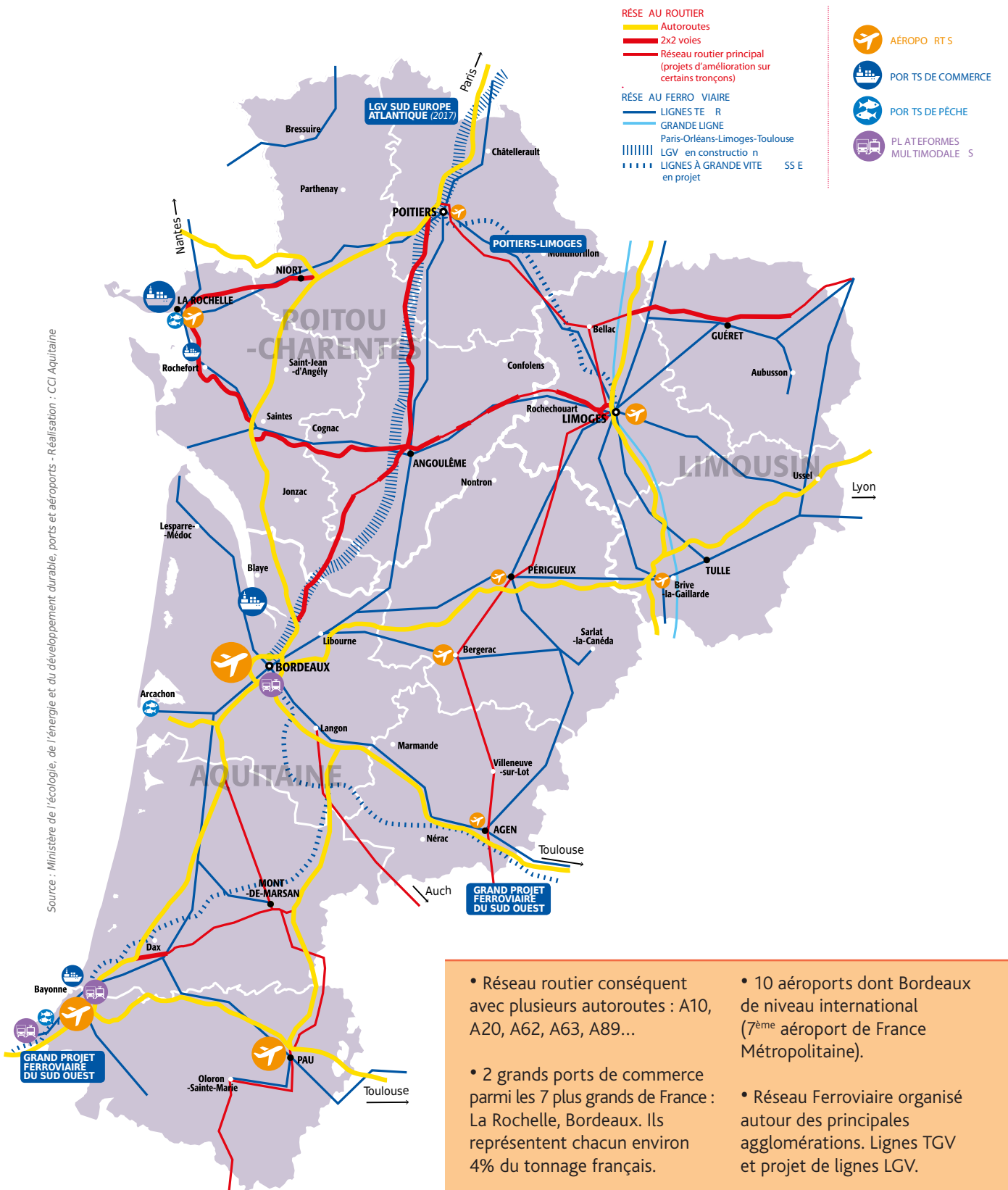


10 agglomérations de plus de
100 000 habitants



98,7% du territoire
a une couverture numérique

Le territoire bénéficie d'infrastructures de communication importantes. C'est une région de transit entre le bassin parisien et la péninsule ibérique mais également ouverte vers l'Est de la France et le midi toulousain.



Source : Ministère de l'énergie, de l'électricité et du développement durable, ports et aéroports - Réalisation : CCI Aquitaine

LA DÉMOGRAPHIE

SOURCE : INSEE


UNE POPULATION EN AUGMENTATION

La population augmente sur l'ensemble du territoire. La croissance démographique est particulièrement importante sur le littoral.

5,8 millions d'habitants

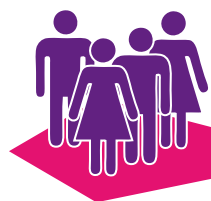
4^{ème} région pour sa population

9% de la population française

 1 habitant sur 5 vit dans l'aire urbaine de Bordeaux



Croissance démographique : en moyenne 0,6% par an (0,5% au niveau France)



Faible densité de population : 69 hab/km² (117 au niveau France)



Une population âgée : 1^{ère} région pour la part des 60 ans et plus, 27% en ALPC. (23% France)



Part de moins de 20 ans est de 22% soit l'avant dernière région. (24% France)

3^{ème} région la plus attractive

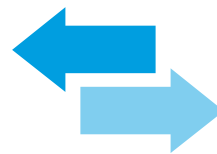
Les soldes migratoires sont excédentaires avec l'ensemble des nouvelles régions excepté avec le Languedoc Roussillon-Midi-Pyrénées.



La région n'est pas attractive pour les jeunes diplômés (23-27 ans).

Le territoire forme plus de diplômés qu'il n'offre d'emplois pour ces jeunes.

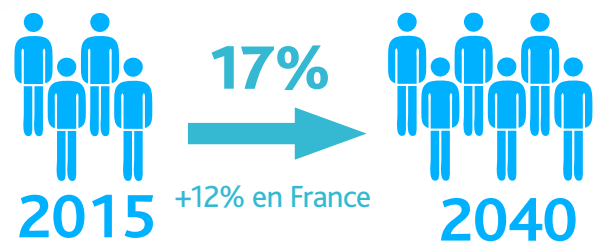
Solde migratoire positif :



les entrants sur le territoire sont plus nombreux que les sortants .

A l'horizon 2040, le territoire gagnerait

1 million d'habitants



La région attire les actifs de 30 à 40 ans et les retraités.

L'EMPLOI

DÉFINITIONS :

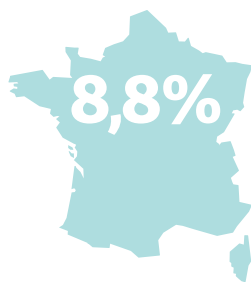
- **La sphère présentielle** : regroupe les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes : commerce de détail, santé et action sociale, éducation, services aux particuliers, administration et construction.

- **La sphère productive** : (ou non présentielle) englobe les activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes (agriculture, industrie, commerce de gros, services aux entreprises).

- **DPAE** : Déclaration Préalable à l'Embauche
- **BMO** : Besoins en main d'œuvre
- **TPE** : Très Petites Entreprises

22%

d'emplois dans la fonction publique



de l'emploi national



3^{ème} région économique française, 7,7% du PIB national

UN NOMBRE TOTAL D'EMPLOIS DE 2,3 MILLIONS DANS LA GRANDE RÉGION

SCHÉMA 1
CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPLOI TOTAL EN ALPC

- Part de la fonction publique 22%
- Part de la sphère présentielle 67%
- Part de l'emploi salarié 87%

Emploi total
2,3 millions

- Agriculture 5%
- Industrie 12%
- Construction 7%
- Tertiaire 76%

Avec un nombre total de 2,3 millions d'emplois (salariés et non salariés), la région représente 8,8% de l'emploi en France métropolitaine.

L'emploi non salarié en ALPC représente 13,1% de l'emploi total, soit 3 points de plus qu'en France métropolitaine. A l'inverse, 87% des emplois de la grande région sont salariés, 90% en France.

L'emploi agricole représente 5% de l'emploi régional : ALPC est la première région agricole française.

La grande région se caractérise également par une surreprésentation de l'emploi dans la fonction publique de 22% (20% en France métropolitaine), avec notamment une part un peu plus importante de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique territoriale.

Entre 1982 et 2012, malgré les chocs économiques, le nombre total d'emplois en ALPC a augmenté de plus de 22%. Sur cette période, l'emploi a connu de profondes mutations structurelles.

La part des emplois de la sphère

présentielle dans l'emploi total gagne 11 points au détriment de la sphère productive et atteint 67% en 2012. Le nombre d'emplois liés aux activités de la sphère présentielle progresse de 48%. Cette forte progression s'explique principalement par la croissance de l'emploi dans l'administration publique, la santé et l'action sociale et les services de proximité.

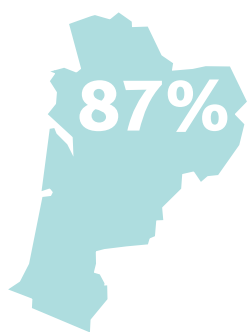
A l'inverse, le nombre d'emplois de la sphère productive a fortement diminué sur les trente dernières années. Néanmoins, au sein de cette sphère, les fonctions de production abstraite (conception-recherche, prestations intellectuelles, production culturelle) et les

fonctions de gestion et d'intermédiation (commerce interentreprises) sont en forte progression à l'inverse des fonctions de production concrète (agriculture, pêche, bâtiment-travaux public-fabrication) qui se contractent.

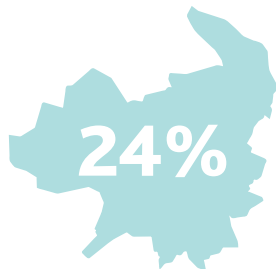
TABLEAU 1
RÉPARTITION DE L'EMPLOI TOTAL SELON LES SPHÈRES PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE

	REGION ALPC			FRANCE METROPOLITAINE	
	Nombre d'emplois en 2012	Part dans l'emploi total en 2012 en %	Evolution 1982-2012 en %	Part dans l'emploi total en 2012 en %	Evolution 1982-2012 en %
Sphère productive	760 000	33	-10	34	-5
Sphère présentielle	1 570 000	67	48	66	46
Emploi total	2 330 000	100	22	100	23

Source : INSEE



d'emplois salariés



de l'emploi salarié régional est concentré dans le bassin de Bordeaux



emplois salariés dans le commerce

L'EMPLOI SALARIÉ EN REPLI DE -0.3%

GRAPHIQUE 1
ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI SALARIÉ

L'emploi salarié a reculé de -0,3% entre 2013 et 2014, soit près de 4 000 emplois de moins (-0,1% en France). 14 bassins sur 44 enregistrent une évolution positive de l'emploi.

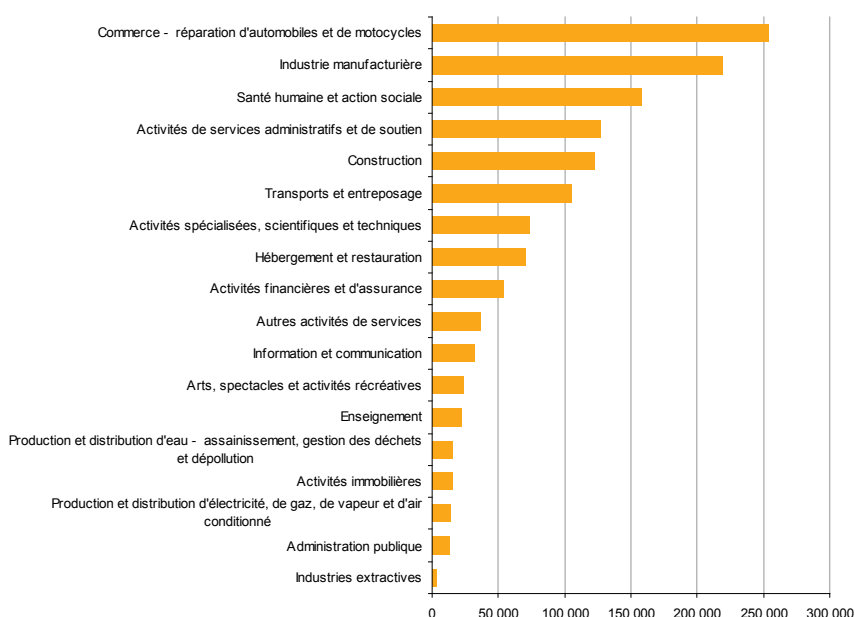
Entre 2008 et 2014, plus de 16 000 emplois ont disparu, soit une baisse de l'emploi salarié de -1,2%. Néanmoins, ce repli est légèrement inférieur à celui de la France métropolitaine (-1,6%).



GRAPHIQUE 2
ZOOM SUR L'EMPLOI SALARIÉ RÉPARTI EN SECTEURS D'ACTIVITÉ (NAFA21)

Au sein du territoire ALPC, la répartition de l'emploi salarié est très inégale. **Le bassin de Bordeaux concentre un quart de l'emploi de la grande région**, les autres bassins ont un poids moyen de 2%.

Au-delà d'une forte présence des secteurs de service et de commerce sur une partie du littoral et autour des grandes métropoles, le nord, l'est et le sud de la grande région sont riches d'activités industrielles diversifiées et spécifiques. En effet, **ALPC se caractérise par des parts d'emploi salarié dans l'industrie et dans la construction un peu plus importantes qu'en France.**





95% de TPE



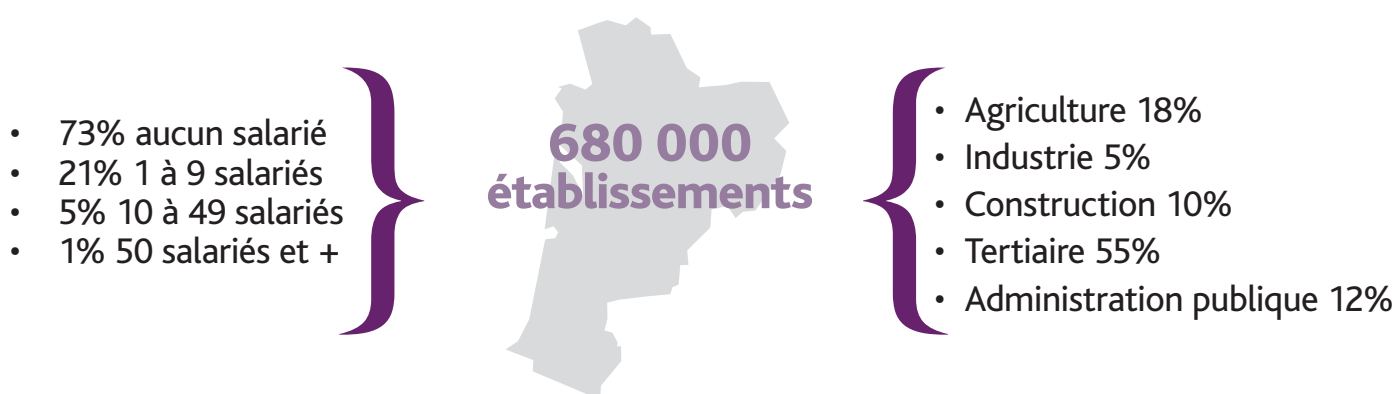
des établissements de France métropolitaine



18% des établissements agricoles français appartiennent à la région

PRÈS DE 680 000 ÉTABLISSEMENTS ACTIFS

SCHÉMA 2 CARACTÉRISTIQUES DES ÉTABLISSEMENTS



En région ALPC, près de trois quarts des établissements n'ont aucun salarié, soit un peu plus qu'en France métropolitaine.

La part des établissements du secteur agricole est prépondérante dans la région (18% contre 11% en France métropolitaine).

A l'inverse, le secteur des services représente 55% en ALPC (61% en France métropolitaine).

LE RENOUVELLEMENT DES EMPLOIS

Selon une étude de l'Insee, derrière l'apparente stabilité du nombre d'établissements et d'emplois en ALPC, un renouvellement permanent s'opère. En effet, la faible évolution globale masque d'importants mouvements d'emplois. Deux phénomènes sont à l'origine de ces créations/suppressions d'emplois : les variations d'emploi dans les établissements pérennes et le renouvellement des établissements.

Ces mouvements de renouvellement concernent près de 130 000 établissements chaque année (hors agriculture). Parmi eux, on dénombre 55 000 créations (dont 25 000 auto-entrepreneurs) et 45 000 disparitions d'établissements sur le territoire. Cela représente les trois quarts du renouvellement, le reste étant dû aux changements de localisation (déménagement/emménagement).

Deux tiers des établissements créés appartiennent au secteur du commerce, des transports et des services.

8,5%

des DPAE de France
métropolitaine

44%

des DPAE sont des
contrats en intérim

3^{ème} région

pour le volume d'intentions
d'embauche issues de
l'enquête BMO
(soit 179 000 recrutements)

3,6 MILLIONS DE DPAE ENREGISTRÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2014 EN ALPC

Au sein de la région ALPC, 3,6 millions de DPAE ont été enregistrées au cours de l'année 2014, soit en moyenne 300 000 par mois.

44% des DPAE concernent un contrat en intérim.

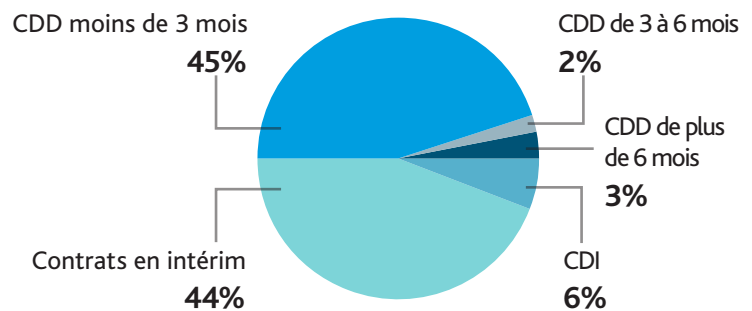
Si l'on ne tient pas compte de l'activité intérimaire, la santé humaine et l'action sociale constituent le premier secteur d'activités recruteurs avec près de 350 000 DPAE.

Les activités tertiaires sont largement représentées dans la liste des principaux secteurs.

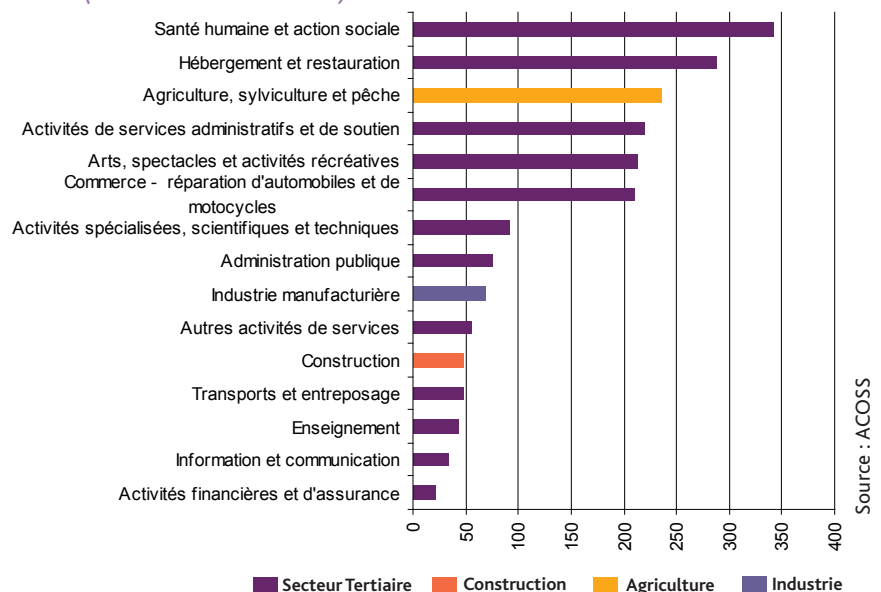
L'activité agricole recense 7% des DPAE en ALPC contre 3% en France et se place au 3^{ème} rang des principaux secteurs d'activité en nombre d'embauches avec 200 000 DPAE sur un an.

57% des embauches concernent des hommes mais cette part chute à 45% hors missions intérim.

GRAPHIQUE 3
RÉPARTITION DES DPAE PAR TYPES DE CONTRAT



GRAPHIQUE 4
PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ RECRUTEURS HORS INTÉRIM
(NAF A21 – EN MILLIERS)



L'ENQUÊTE BMO 2015

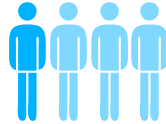
179 000 projets de recrutement prévus par les employeurs.

- Lorsqu'ils ont été interrogés au cours de l'enquête BMO 2015, les employeurs en ALPC ont prévu 179 000 intentions d'embauche. Cela représente 10,6% de l'ensemble des projets de recrutement de France métropolitaine.
- **21,3% des établissements de la région envisagent de recruter**, c'est légèrement plus qu'au plan national (20,7%).
- Les services concentrent plus de la moitié (56%) des intentions d'embauche exprimées par les employeurs.
- Près de 34 000 projets de recrutement sont issus de l'agriculture (soit 19% du total). Avec plus de 7 000 projets de recrutement, la région ALPC concentre 14% des intentions d'embauche nationales de l'industrie agroalimentaire.
- **Après la Corse, la région ALPC est celle qui enregistre la part de projets saisonniers la plus élevée (53,6%).**
- 32,9% des projets de recrutement sont jugés difficiles par les employeurs en ALPC, une proportion très proche de la moyenne nationale (32,4%).

Source : Pôle emploi

5^{ème} région

pour l'emploi intérimaire
(52 645 intérimaires
à fin juin 2015)



1 intérimaire sur 4 est en
mission dans le secteur
de la construction

±30%

des intérimaires de la région
sont localisés en Gironde

L'EMPLOI INTÉRIMAIRE : UNE ACTIVITÉ QUI OCCUPE PLUS DE 50 000 PERSONNES EN ALPC

A fin juin 2015, 52 600 intérimaires sont comptabilisés au sein de la nouvelle grande région ALPC, soit 8,6% de l'ensemble des intérimaires en France.

Depuis le début de la crise en 2008, l'emploi intérimaire en ALPC a globalement suivi la même tendance qu'au plan national. On notera cependant une chute un peu moins prononcée au plus fort de la crise en 2009 dans notre région et une reprise un peu plus marquée en 2010 (voir graphique). L'emploi intérimaire en ALPC a ainsi quasiment retrouvé son niveau de 2007, ce qui n'est pas le cas au plan national.

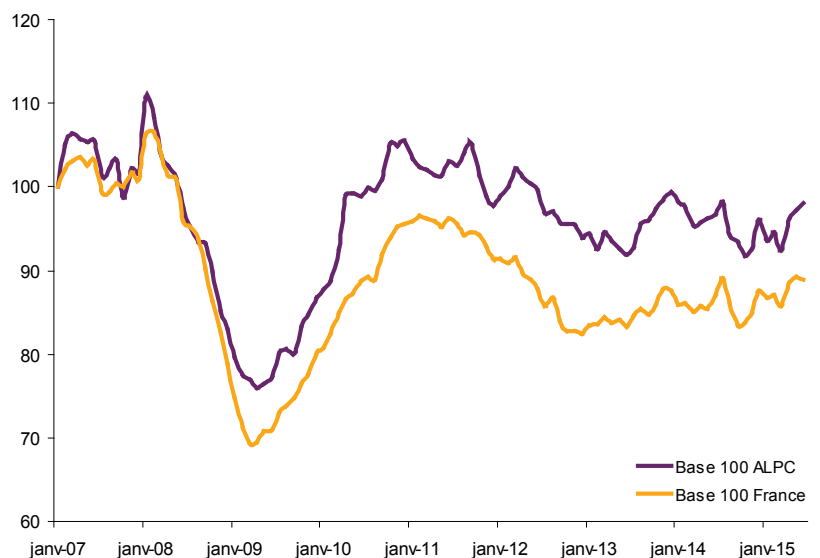
Entre juin 2014 et juin 2015, l'emploi intérimaire en ALPC progresse de 1,3% (contre +2% au plan national), résultat d'une évolution qui reste encore irrégulière. Néanmoins, l'intérim régional reste sur une série de trois hausses mensuelles consécutives.

DES SECTEURS DIVERSIFIÉS ONT RECOURS À L'INTÉRIM

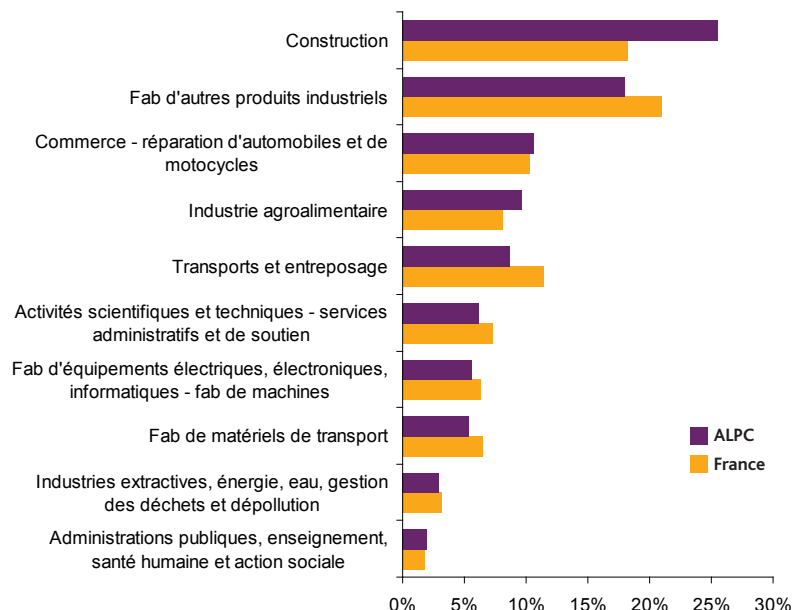
L'industrie est le premier secteur utilisateur d'intérim puisqu'il emploie 42% des intérimaires en ALPC, même si cette part est un peu moins prépondérante qu'au plan national (45%). **25,6% des intérimaires en ALPC travaillent dans la construction, c'est 7,4 points de plus qu'au niveau France.** Cependant, les effectifs intérimaires dans le BTP se sont fortement contractés : -7,7% sur un an et -21,7% depuis 2008. Par rapport à juin 2014, le marché intérimaire s'est maintenu dans l'industrie (+0,7%) et il a progressé dans le secteur tertiaire (+11,9%).

Derrière la construction, les secteurs d'activités qui emploient le plus d'intérimaires sont la fabrication d'autres produits industriels, le commerce et l'agroalimentaire.

GRAPHIQUE 5
ÉVOLUTION DE L'EMPLOI INTÉRIMAIRE EN ALPC ET EN FRANCE (BASE 100 EN JANVIER 2007)



GRAPHIQUE 6
RÉPARTITION DE L'EMPLOI INTÉRIMAIRE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS (A17) COMPARATIF ALPC - FRANCE



Seuls les secteurs d'activités représentant au moins 2% de l'emploi intérimaire sont représentés sur le graphique.

Source : Pôle emploi

30% des emplois salariés privés localisés en Gironde

11 pôles de compétitivité répartis sur toute la région

DES SPÉCIFICITÉS ÉCONOMIQUES À RETENIR

L'ACTIVITÉ SAISONNIÈRE

L'activité saisonnière est très présente au sein de la région ALPC. Cette saisonnalité peut être observée à partir des DPAE comptabilisées chaque mois. Ainsi dans l'année, le nombre de DPAE connaît deux pics, en juillet et en septembre.

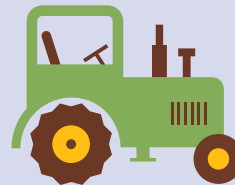
Deux secteurs d'activités spécifiques se distinguent sur la région :

Les activités liées au tourisme



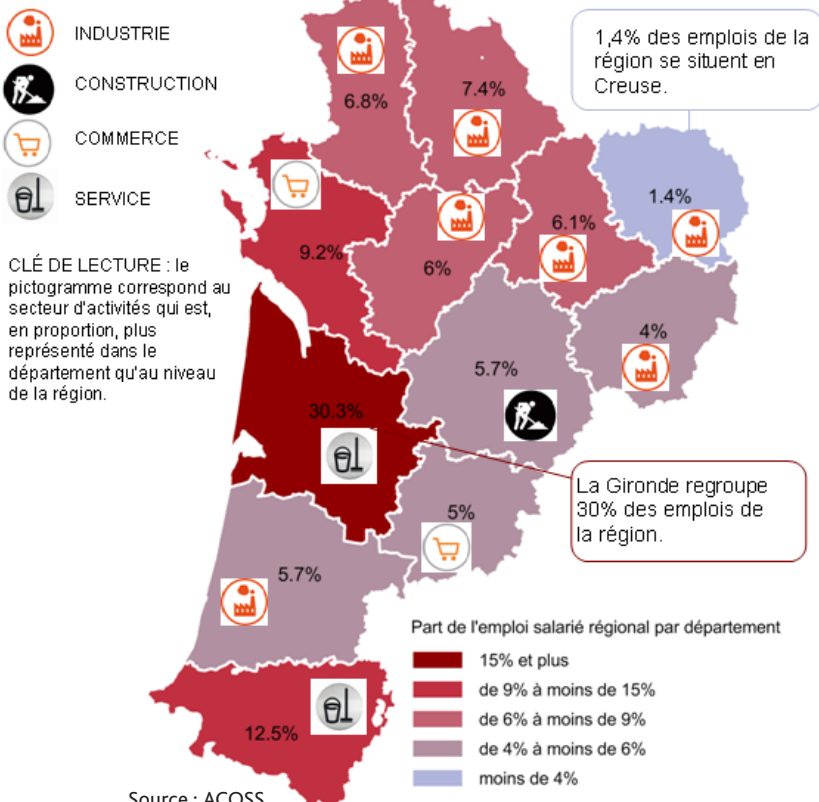
1^{er} employeur touristique de France
14% des DPAE (hors intérim) sont issues de l'hébergement-restauration

Le secteur agricole



1^{ère} région agricole en nombre d'emplois (y compris agro-alimentaire, vins et spiritueux)

LA LOCALISATION DE L'EMPLOI SALARIÉ (HORS AGRICULTURE)



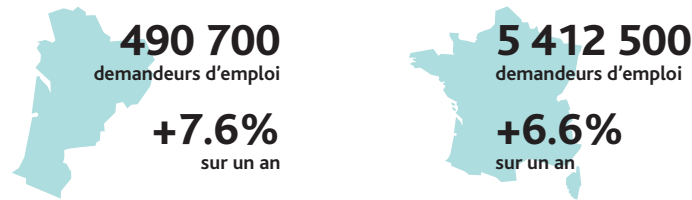
11 pôles de compétitivité

AGRI SUD-OUEST INNOVATION	Agriculture, agroalimentaire et pêche
CANCER BIO SANTÉ	Biotechnologie / santé
AVENIA	Croissance verte
S2E2	Croissance verte
XYLOFUTUR	Forêt, bois, papier
POLE EUROPÉEN DE LA CÉRAMIQUE	Matériaux, mécanique, électronique
VIAMECA	Matériaux, mécanique, électronique
ELOPSYS	Optique / photonique
ROUTE DES LASERS	Optique / photonique
AEROSPACE VALLEY	Transport / aéronautique / espace
ID4CAR	Transport / aéronautique / espace

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

DÉFINITIONS :

- **Catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
- **Catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins, au cours du mois)
- **Catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (plus de 78 heures au cours du mois)
- **AAH** : Allocation Adulte Handicapé
- **DEFM** : Demandeurs d'emploi en fin de mois
- **RSA** : Revenu de Solidarité Active



CONTEXTE ÉCONOMIQUE

UNE HAUSSE SOUTENUE DE LA DEMANDE D'EMPLOI

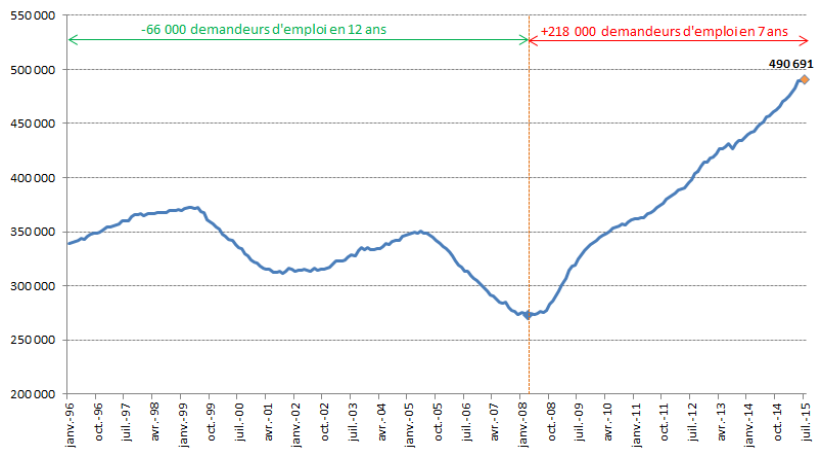
Le taux de chômage de la région se situe dans la moyenne nationale, mais l'attractivité du territoire, conjuguée à la lenteur de la reprise, conduit à la progression continue du nombre de demandeurs d'emploi.

La crise de 2008 est la plus brutale connue en France depuis 1974. Dans la grande région, comme au niveau national, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi ne cesse de progresser : **+218 000 en 7 ans**. C'est trois fois plus qu'elle n'en avait perdu en 12 ans, avant la crise.

La région se distingue par un **niveau de hausse plus élevé par rapport aux autres territoires métropolitains** mais une typologie de la demande d'emploi proche des tendances nationales, notamment en ce qui concerne le chômage de longue durée, la qualification ou encore la part des jeunes et des seniors dans la demande d'emploi.

Ce constat cache toutefois des disparités **territoriales fortes**.

GRAPHIQUE 7
NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS À PÔLE EMPLOI EN ALPC AU COURS DES 20 DERNIÈRES ANNÉES



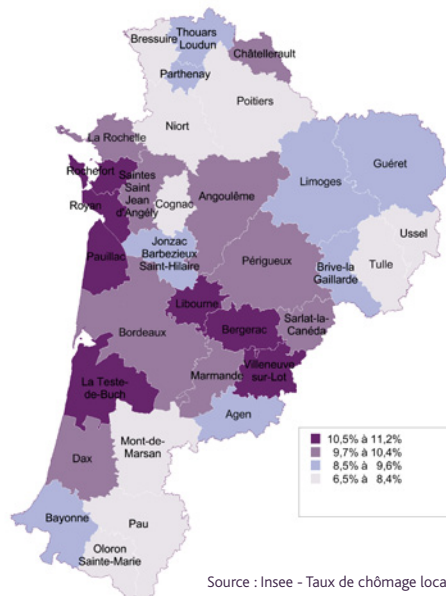
Source : STMT Pôle emploi – DEFAM ABC (données CVS)

DES TENDANCES HÉTÉROGÈNES SELON LES TERRITOIRES

Au 1^{er} trimestre 2015, le taux de chômage varie de **6.5% dans la zone d'emploi de Tulle** à **12.0%** de la population active dans celles de **Rochefort et Royan** (10.0% en France métropolitaine). Ce constat cache des situations très différentes d'un point de vue démographique et socio-économique.

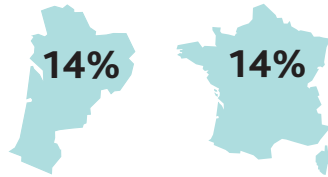
Sur un an, seule la zone d'emploi de Cognac enregistre une baisse du taux de chômage. Il stagne dans les territoires de Pauillac et Oloron et augmente sur tout le reste de la région, en particulier dans les zones d'emploi de Châtelleraut et de Parthenay.

CARTE 1
TAUX DE CHÔMAGE PAR ZONE D'EMPLOI AU 1ER TRIMESTRE 2015

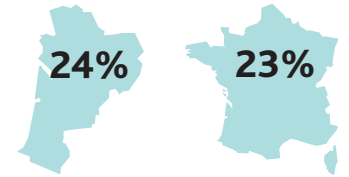


Source : Insee - Taux de chômage localisés au 1^{er} trimestre 2015 (données CVS)

LA PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI ÂGÉS DE -25 ANS



LA PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI ÂGÉS DE +50 ANS



PROFIL SELON L'ÂGE

LES DEMANDEURS D'EMPLOI ÂGÉS DE 50 ANS OU PLUS SONT SOUVENT SUR-REPRÉSENTÉS DANS LES TERRITOIRES RURAUX

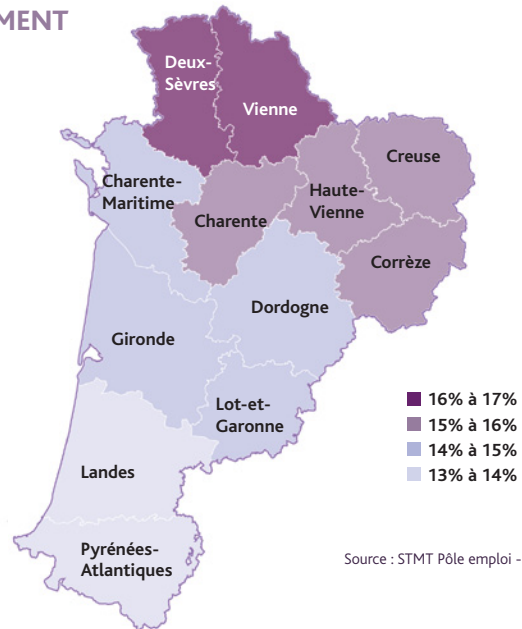
La répartition des demandeurs d'emploi par âge a profondément évolué ces dernières années. Dans la grande région, la proportion de seniors a plus que doublé en 20 ans. Le constat est le même au niveau national.

En juillet 2015, **14%** des personnes inscrites à Pôle emploi sont âgées **de moins de 25 ans** (*même proportion en France métropolitaine*).

Au cours des 20 dernières années, la part des jeunes dans la demande d'emploi régionale a fortement diminué. La mobilisation de contrats aidés a contribué, en partie, à contenir leur niveau de chômage. Leur part parmi les demandeurs d'emploi se stabilise depuis 2013.

Par territoire, la part des jeunes est plus élevée dans le nord de la région, notamment dans les départements de la Vienne et des Deux-Sèvres où elle atteint respectivement 16% et 17%.

CARTE 2
PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI ÂGÉS DE -25 ANS
PAR DÉPARTEMENT



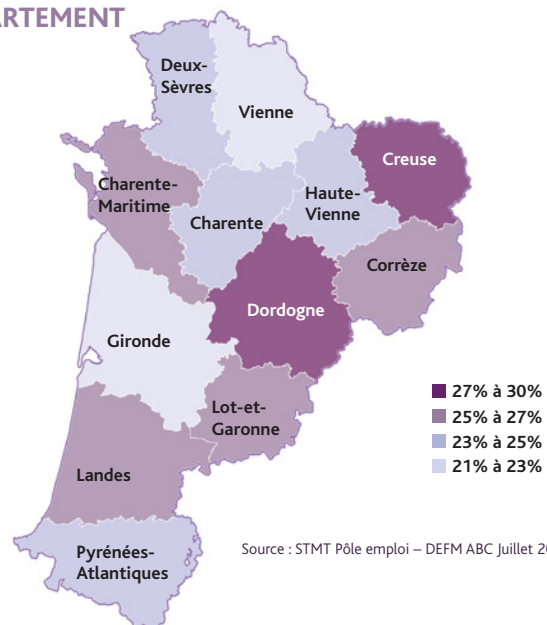
Source : STMT Pôle emploi - DEFM ABC Juillet 2015 (données brutes)

Les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus sont particulièrement touchés par la hausse du chômage. Dans la grande région, la proportion de seniors a plus que doublé en 20 ans. Le constat est le même au niveau national.

La démographie ainsi que les évolutions réglementaires et législatives permettent en partie d'expliquer ces hausses.

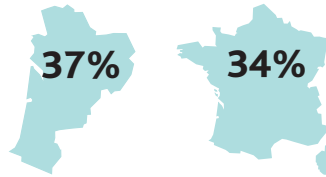
Les seniors représentent 24% des personnes inscrites à Pôle emploi en juillet 2015. Par département, cette proportion varie de 21% en Gironde à 30% dans la Creuse.

CARTE 3
PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI ÂGÉS DE +50 ANS
PAR DÉPARTEMENT



Source : STMT Pôle emploi - DEFM ABC Juillet 2015 (données brutes)

LA PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI EXERÇANT UNE ACTIVITÉ RÉDUITE



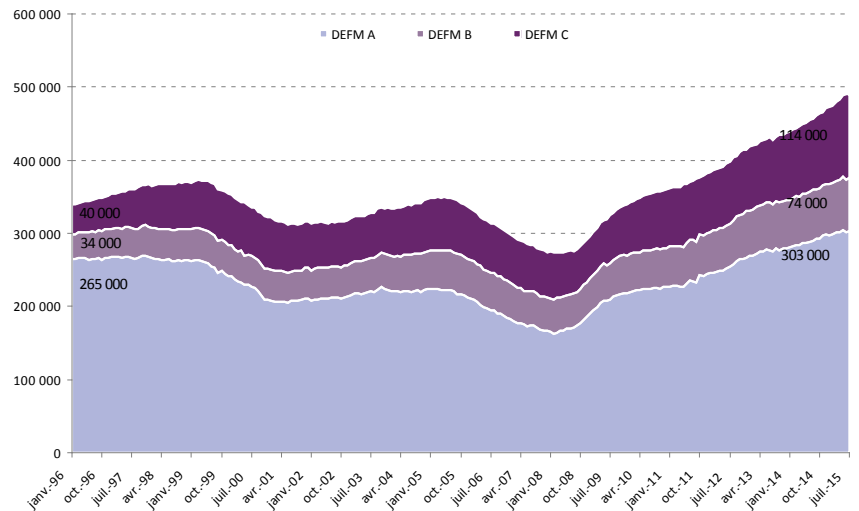
L'ACTIVITÉ RÉDUITE

LA RÉGION SE DISTINGUE PAR UN RECOURS IMPORTANT À L'ACTIVITÉ RÉDUITE

La situation économique dégradée qu'a connue la France ces dernières années a entraîné des modifications, tant chez les employeurs dans la façon de recruter (davantage de CDD et de mission d'intérim), que chez les demandeurs d'emploi avec une récurrence au chômage et un recours à l'activité réduite plus prononcés.

Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité tout en restant inscrits à Pôle emploi (catégories B et C) a fortement progressé en 20 ans. Cette hausse concerne particulièrement les demandeurs d'emploi qui déclarent une activité de plus de 78 heures mensuelles (catégorie C). Ainsi, de 22% à la fin des années 90, les personnes qui exercent une activité tout en maintenant leur inscription à Pôle emploi représentent désormais près de 40% des demandeurs d'emploi de la région ALPC. **En métropole, la hausse est du même ordre mais la part des demandeurs d'emploi concernés est plus faible : 34% en juillet 2015.**

GRAPHIQUE 8 EVOLUTION DE LA DEFM A, B ET C DEPUIS 1996 EN RÉGION ALPC

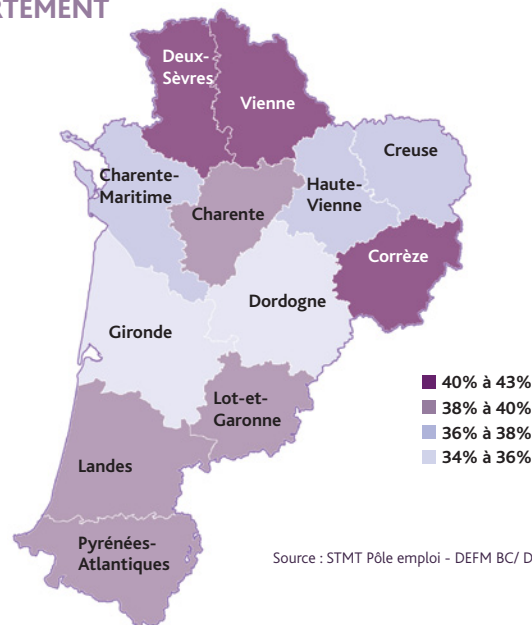


Source : STMT Pôle emploi – DEFM ABC (données CVS)

La part des demandeurs d'emploi en activité réduite dépasse 40% dans les départements de la Corrèze, des Deux-Sèvres et de la Vienne.

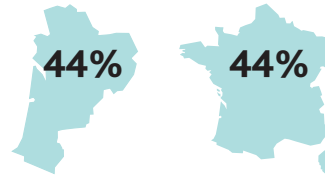
En revanche, en Dordogne et en Gironde, le recours à l'activité réduite est moins prononcé.

CARTE 4 PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN ACTIVITÉ RÉDUITE PAR DÉPARTEMENT



Source : STMT Pôle emploi - DEFM BC/ DEFM ABC en moyenne mensuelle (données brutes)

LA PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONGUE DURÉE (inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an)



L'ANCIENNETÉ D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI

UN CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE STRUCTURELLEMENT ÉLEVÉ À L'EST DE LA RÉGION

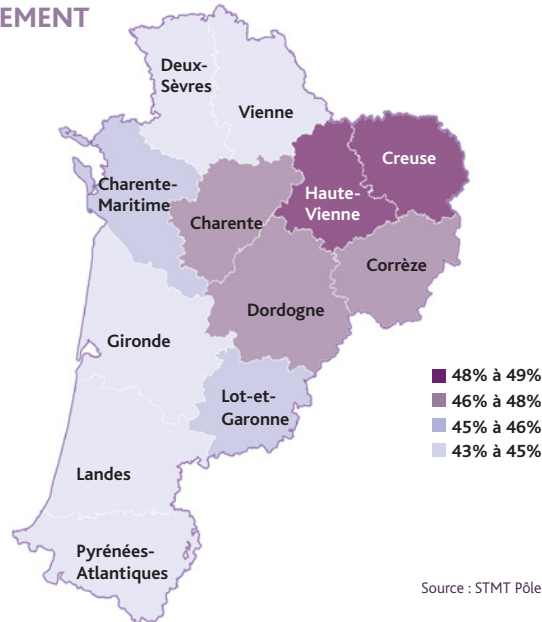
L'une des principales conséquences de la crise a été l'allongement de la durée d'inscription à Pôle emploi et par conséquent l'augmentation du chômage de longue durée.

En juillet 2015, **44% des demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi depuis au moins un an** (idem au niveau national). Au milieu de l'année 2008, cette proportion était de 32%, soit une hausse de +12 points en 7 ans, comme en métropole.

Dans la Creuse et la Haute-Vienne, près de la moitié des demandeurs d'emploi sont concernés par le chômage de longue durée. Ce sont les personnes âgées de 50 ans ou plus qui sont les plus touchées par le chômage de longue durée : un tiers des demandeurs d'emploi inscrits depuis au moins un an alors qu'ils représentent 24% des personnes inscrites à Pôle emploi toutes tranches d'âge confondues.

Aussi, plus de la moitié des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (travailleurs handicapés, bénéficiaires de l'AAH,...) et 70% des bénéficiaires du RSA sont des demandeurs d'emploi de longue durée.

CARTE 5 PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONGUE DURÉE PAR DÉPARTEMENT

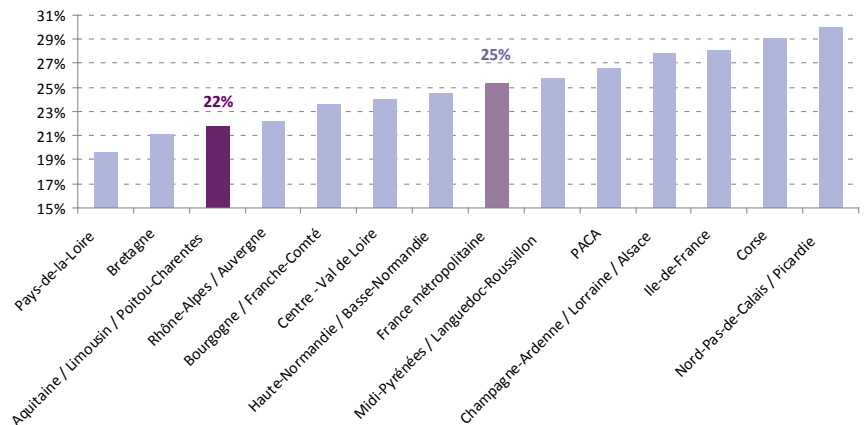


Source : STMT Pôle emploi - DEFM ABC Juillet 2015 (données brutes)

La notion de chômage de longue durée cache des situations et des comportements différents vis-à-vis de l'accès à l'emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi peuvent exercer une activité tout en maintenant leur inscription à Pôle emploi. Alors que d'autres sont plus éloignés de l'emploi et peuvent n'avoir exercé aucune activité pendant plusieurs mois.

La grande région se caractérise par un fort recours à l'activité réduite par rapport au niveau national. Ainsi, la part des demandeurs d'emploi n'ayant pas exercé d'activité pendant au moins 12 mois au cours des 15 derniers mois y est plus faible que dans les autres régions métropolitaines.

GRAPHIQUE 9 PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI N'AYANT PAS EXERCÉ D'ACTIVITÉ PENDANT AU MOINS 12 MOIS AU COURS DES 15 DERNIERS MOIS PAR GRANDE RÉGION



Source : Fichier Historique - Pôle emploi - DEFM ABC Juillet 2015 (données brutes)

PROFIL SELON LE NIVEAU DE FORMATION ET DE QUALIFICATION

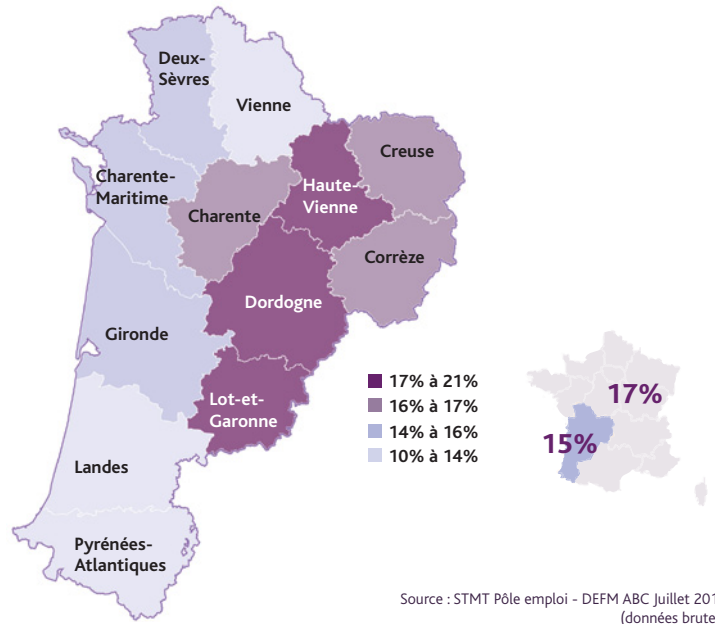
La répartition des demandeurs d'emploi selon leur niveau de formation ou de qualification ne met pas en exergue de réelle spécificité régionale par rapport au niveau national. En revanche, l'analyse départementale montre une hétérogénéité des situations.

DAVANTAGE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DIPLÔMÉS

La répartition de la demande d'emploi par niveau de formation montre une proportion plus élevée de demandeurs d'emploi ayant le niveau CAP/BEP dans la grande région comparativement à la moyenne nationale (41% contre 38%). En revanche, la part de ceux qui sont peu ou pas diplômés (niveaux Vbis et VI) est de 2 points inférieure à celle enregistrée en France métropolitaine. Par département, elle varie de 10% dans les Pyrénées-Atlantiques à 21% dans le Lot-et-Garonne.

Le niveau de formation diminue avec l'âge : 23% des personnes inscrites à Pôle emploi âgées de moins de 30 ans ont un diplôme de niveau BAC+2 ou plus, contre 16% chez celles âgées de 50 ans ou plus.

CARTE 6
PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI PEU OU PAS DIPLÔMÉS PAR DÉPARTEMENT



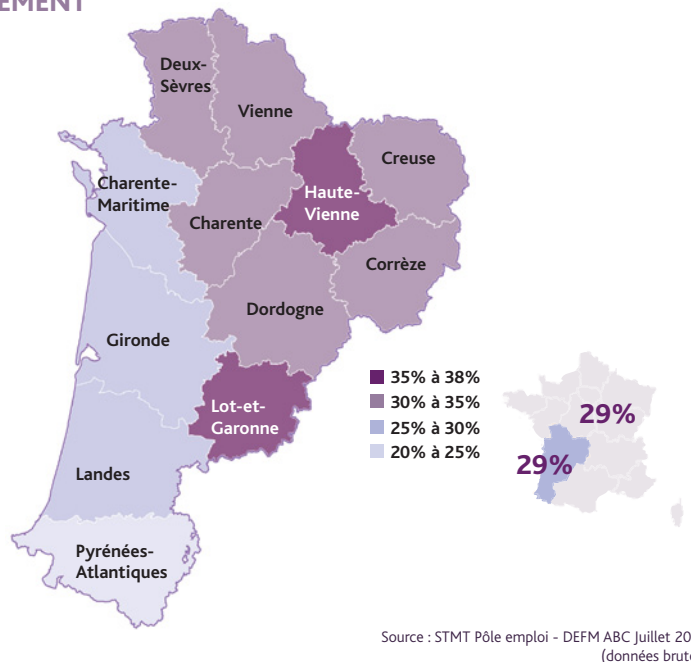
UN NIVEAU DE QUALIFICATION EN MOYENNE PLUS ÉLEVÉ DANS LES DÉPARTEMENTS CÔTIERS

La répartition par niveau de qualification des demandeurs d'emploi de la région ALPC est semblable au niveau national : 71% d'entre eux sont qualifiés (employé ou ouvrier qualifié, technicien, agent de maîtrise ou cadre).

La part des demandeurs d'emploi non qualifiés est donc de 29%. A l'image du constat sur le niveau de formation, les deux valeurs extrêmes concernent les départements des Pyrénées-Atlantiques et du Lot-et-Garonne (respectivement 20% et 38% de demandeurs d'emploi non qualification).

La qualification augmente avec l'âge, constat probablement dû à une expérience professionnelle plus importante chez les seniors que chez les jeunes qui débutent dans la vie active.

CARTE 7
PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI NON QUALIFIÉS PAR DÉPARTEMENT



LA MOBILITE GEOGRAPHIQUE DES DEMANDEURS D'EMPLOI

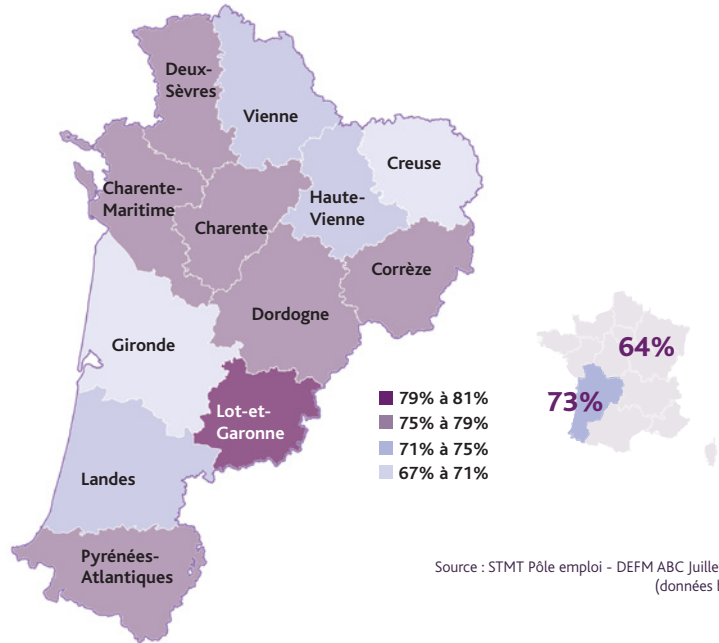
UNE FAIBLE MOBILITÉ GÉOGRAPHIQUE PAR RAPPORT À LA MOYENNE NATIONALE

En juillet 2015, 73% des personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas prêtes à effectuer plus de 30 minutes de trajet pour reprendre un emploi (contre 64% en métropole).

Par bassin d'emploi, la part des demandeurs d'emploi peu mobiles varie de 67% en Gironde à 81% dans le Lot-et-Garonne.

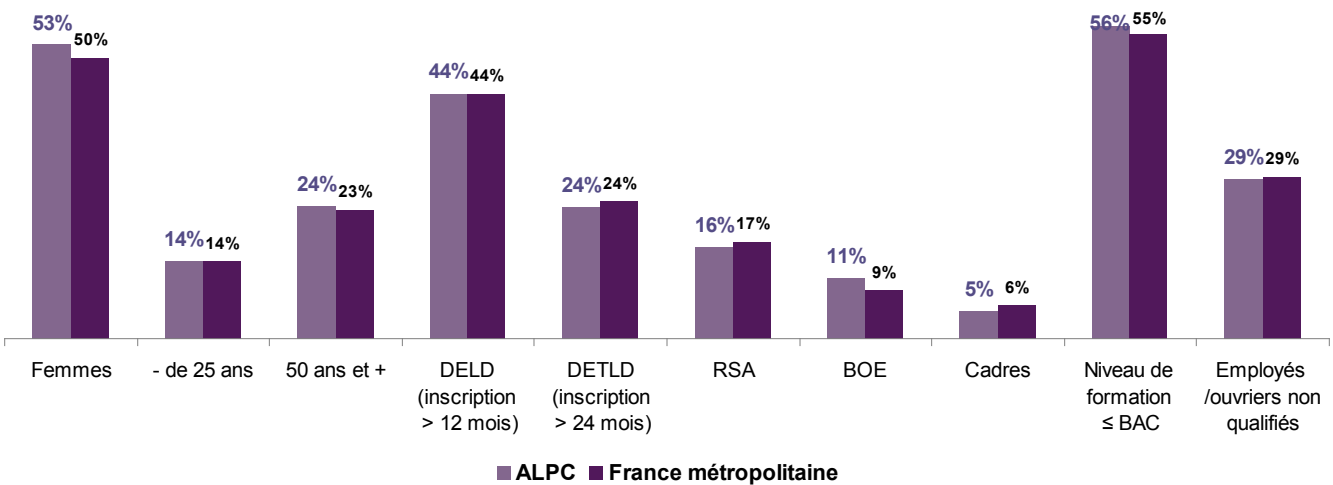
Ceci peut constituer un véritable frein au retour à l'emploi, en particulier dans les territoires très ruraux. D'ailleurs, 30% des demandeurs d'emploi de la région qui ont retrouvé un emploi au cours des 12 derniers mois, ont été embauchés par des établissements se trouvant hors de leur bassin d'emploi de résidence.

CARTE 8
PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI PEU MOBILES GÉOGRAPHIQUEMENT



SYNTHÈSE DES CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE D'EMPLOI

GRAPHIQUE 10
REPARTITION DE LA DEFM ABC PAR PUBLIC



Source : STMT Pôle emploi - DEFM ABC Juillet 2015 (données brutes)

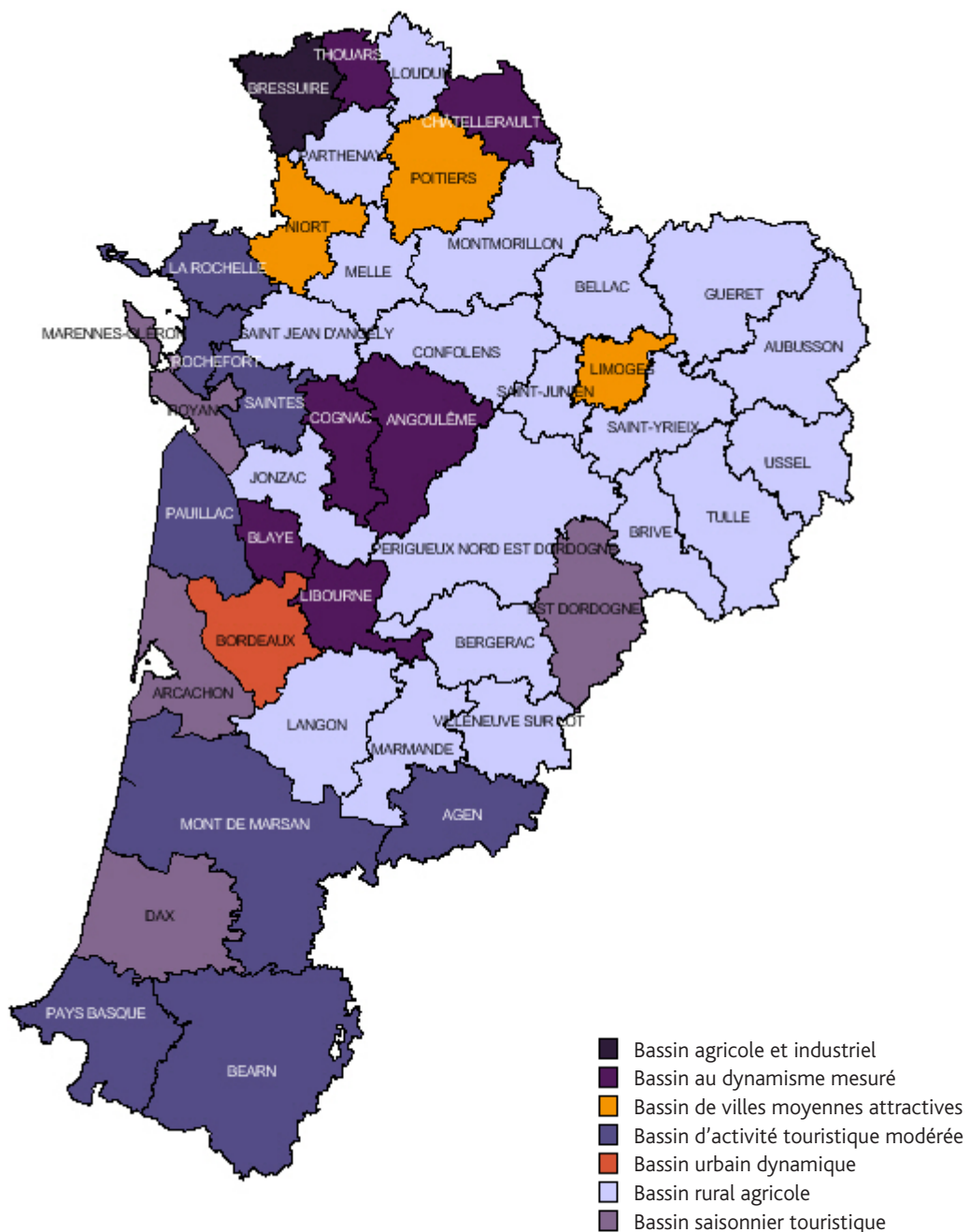
LES SPÉCIFICITÉS DES TERRITOIRES

44 BASSINS REGROUPÉS EN 7 FAMILLES

Les bassins d'emploi de la Grande région présentent des disparités avérées. Les territoires n'ont pas tous les mêmes potentialités, spécificités ou fragilités et ils réagissent de façon différente face aux diverses mutations économiques. Les 44 bassins d'emploi ont été analysés à travers différents indicateurs

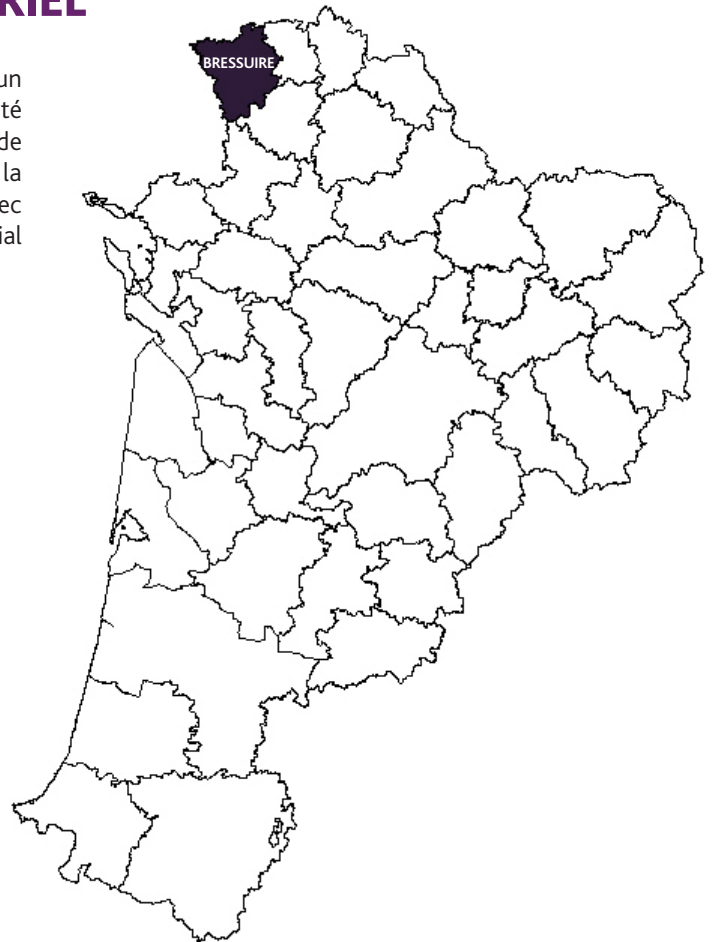
et critères socio-économique permettant ainsi de regrouper les bassins en groupes comparables. Au total 7 familles différentes ont été identifiées.

CARTE 9
REGROUPEMENT DES BASSINS
PAR FAMILLE



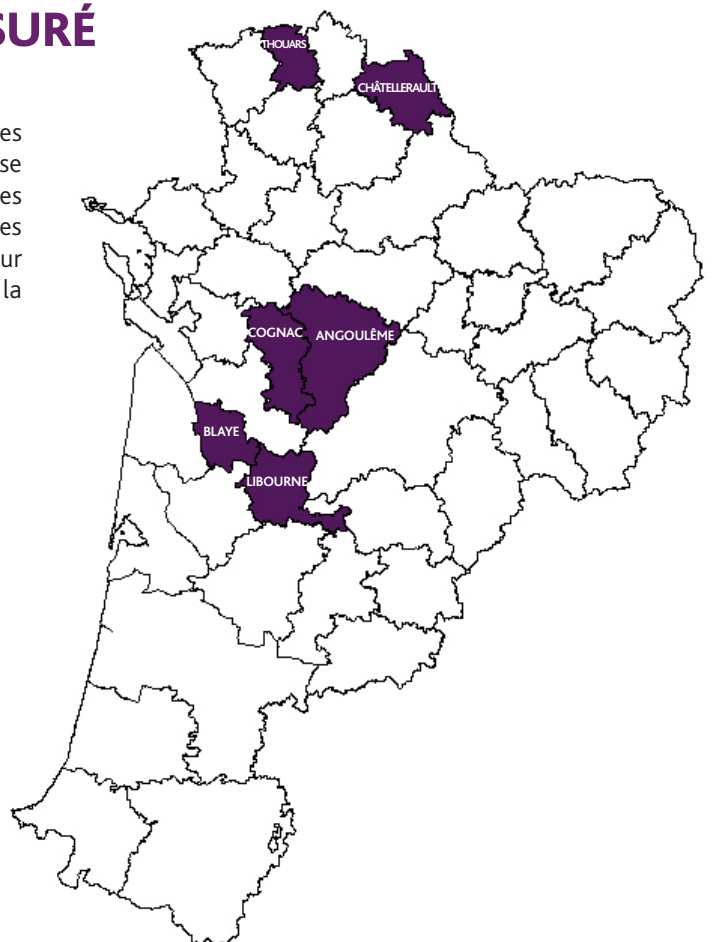
BASSIN AGRICOLE ET INDUSTRIEL

Bressuire, seul bassin de ce groupe dans la Grande Région, est un bassin très agricole mais aussi industriel, avec très peu d'activité touristique. Le taux d'activité réduite y est important, le taux de retour à l'emploi élevé. Les ouvriers sont sur représentés dans la population. La densité de la population y est faible, avec beaucoup de communes rurales isolées. Le tissu entrepreneurial est ancien.



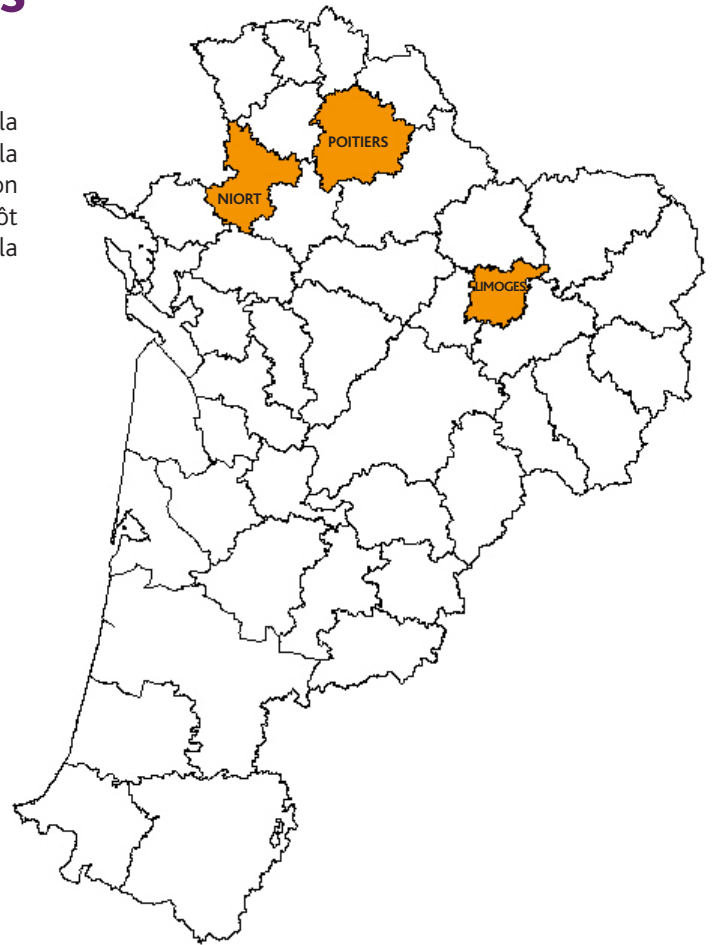
BASSINS AU DYNAMISME MESURÉ

Les six bassins de ce groupe présentent un taux de chômage des jeunes élevé. Le taux de natalité y est faible. Ces bassins se caractérisent par des pôles urbains de taille moyenne avec des activités de services peu importantes, une part élevée des établissements publics et donc une forte proportion du secteur non marchand. Les créations d'entreprises y sont inférieures à la moyenne.



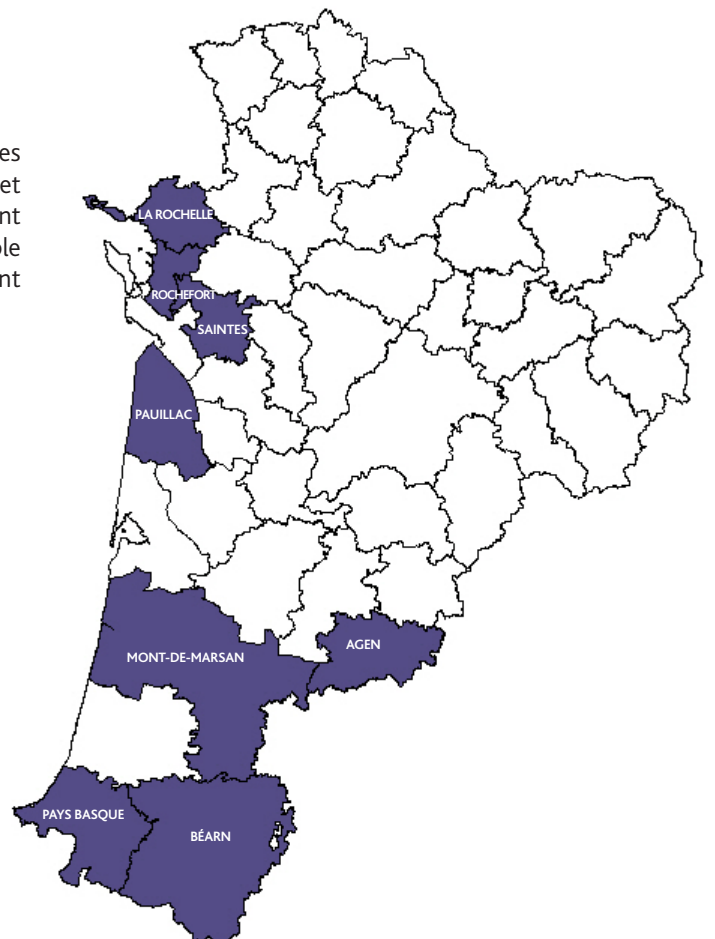
BASSINS DE VILLES MOYENNES ATTRACTIVES

Les trois bassins de ce groupe présentent une forte densité de la population et la part de l'emploi salarié y est supérieure à la moyenne. Ces bassins se caractérisent par une proportion importante de grandes entreprises, une population active plutôt qualifiée et bien formée. Des emplois plus durables que la moyenne y attirent les populations venues d'autres bassins.



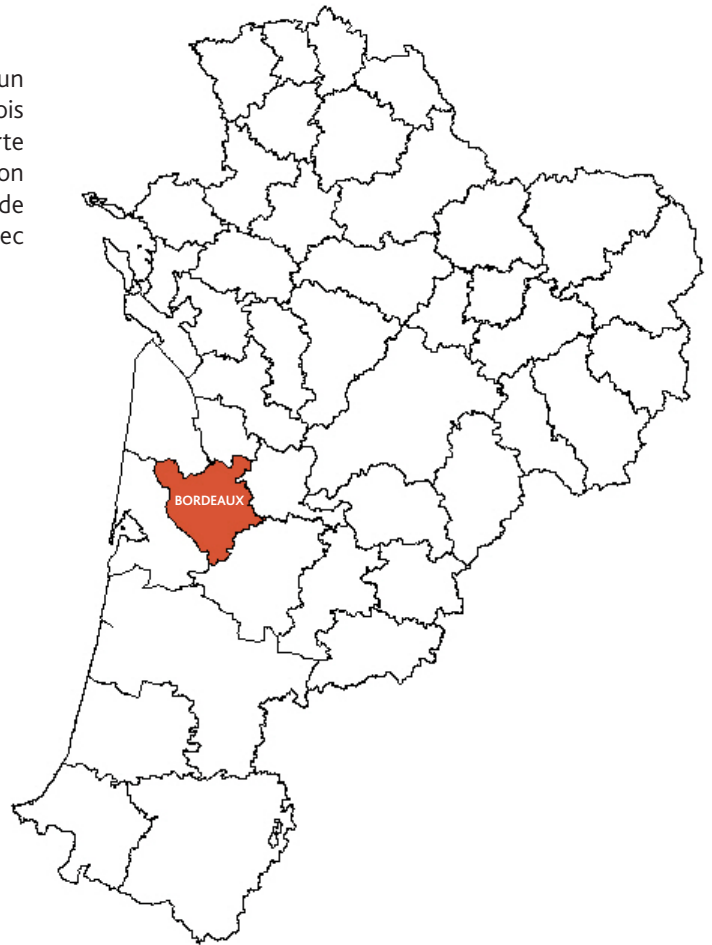
BASSINS D'ACTIVITÉ TOURISTIQUE MODÉRÉE

Les huit bassins de ce groupe présentent des activités de services peu développées à l'exception de celles liées au tourisme et souvent une faible part du secteur industriel. Ces bassins sont attractifs plutôt pour les seniors ; on y constate une faible évolution de l'emploi salarié et les embauches en CDD sont prédominantes.



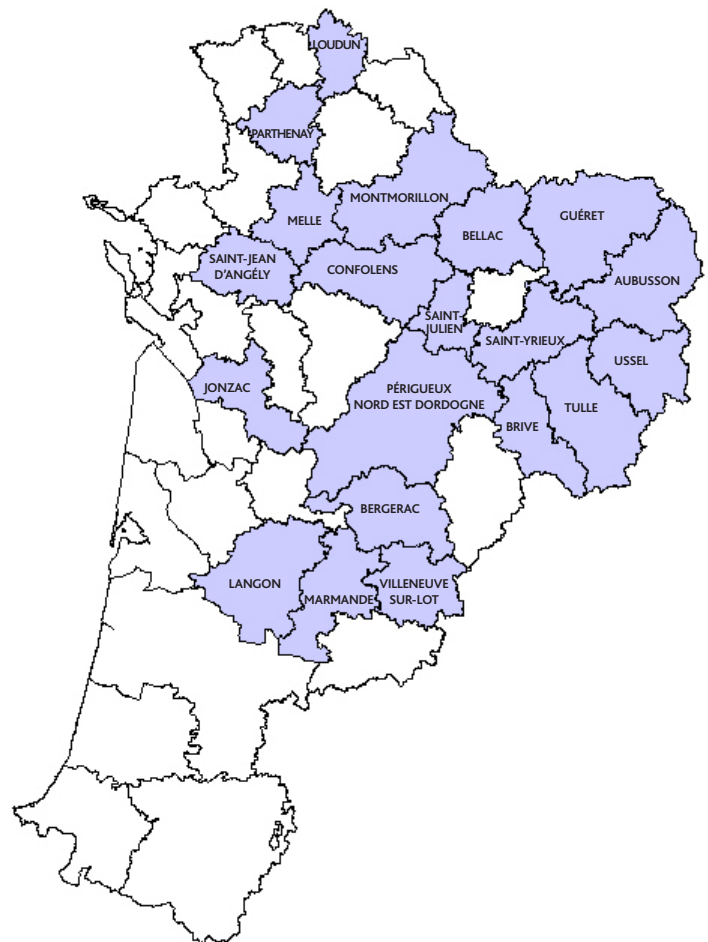
BASSIN URBAIN DYNAMIQUE

Bordeaux, seul bassin de ce groupe dans la Grande Région, est un grand pôle urbain avec beaucoup d'entreprises de moins de trois ans et de créations d'établissements. Il comprend une forte proportion d'entreprises de plus de 250 salariés. La population de cadres y est importante, ainsi que la part de diplômés de l'enseignement supérieur. La population est très urbanisée, avec une forte part d'habitat HLM. Le taux de natalité y est élevé.



BASSINS RURAUX AGRICOLE

Les vingt bassins de ce groupe présentent une forte part d'act agricole. Ces bassins se caractérisent par une représentation importante des non salariés dans la population. La part des a de 55 ans ou plus y est supérieure à la moyenne. On y dénote peu de cadres mais plus d'artisans que la moyenne. Les jeunes actifs, sous-représentés, sont attirés par d'autres territoires. La population est vieillissante avec de faibles ressources. Les activités de services sont peu importantes.



BASSINS SAISONNIERS TOURISTIQUES

Les cinq bassins de ce groupe présentent une forte part d'activités touristiques, avec un emploi saisonnier important. Ils présentent également une forte proportion de Très Petites Entreprises, d'artisans et de non salariés. Les mouvements migratoires y sont importants (bassins attractifs). La population y est vieillissante, avec peu d'actifs jeunes. Le taux de chômage des 25-54 ans y est relativement élevé.

